



Assemblée générale

Distr.
LIMITEE

A/C.1/44/L.23/Rev.1
7 novembre 1989
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

UN LIBRARY

Quarante-quatrième session
PREMIERE COMMISSION
Point 56 de l'ordre du jour

NOV 9 1989

UN/SA COLLECTION

CONCLUSION D'ARRANGEMENTS INTERNATIONAUX EFFICACES SUR LE RENFORCEMENT
DE LA SECURITE DES ETATS NON DOTES D'ARMES NUCLEAIRES CONTRE L'EMPLOI
OU LA MENACE D'ARMES NUCLEAIRES

Bulgarie et Nigéria : projet de résolution révisé

Conclusion d'arrangements internationaux efficaces sur le renforcement
de la sécurité des Etats non dotés d'armes nucléaires contre l'emploi
ou la menace de l'emploi d'armes nucléaires

L'Assemblée générale,

Profondément préoccupée par la course aux armements, notamment nucléaires, et
par le risque d'emploi ou de menace d'armes nucléaires,

Convaincue que le désarmement nucléaire et l'élimination complète des armes
nucléaires sont indispensables pour écarter le risque de guerre nucléaire,

Considérant que, tant que le désarmement nucléaire complet ne sera pas
universel, il s'impose que la communauté internationale mette au point des
arrangements efficaces pour garantir la sécurité des Etats non dotés d'armes
nucléaires contre l'emploi ou la menace de ces armes,

Notant le désir général d'adopter à une date rapprochée des mesures
internationales efficaces à cet effet,

Notant également les déclarations unilatérales faites par tous les Etats dotés
d'armes nucléaires au sujet de la sécurité des Etats non dotés d'armes nucléaires
contre l'emploi ou la menace de ces armes,

Désireuse de voir appliquer les dispositions du paragraphe 59 du Document
final de sa dixième session extraordinaire 1/, la première consacrée au désarmement,

1/ Résolution S-10/2.

Considérant que des mesures efficaces visant à garantir la sécurité des Etats non dotés d'armes nucléaires constitueraient une importante contribution à la non-prolifération de ces armes,

Ayant connaissance des négociations approfondies menées à ce sujet à la Conférence du désarmement depuis dix ans,

Rappelant les parties pertinentes du rapport spécial du Comité du désarmement 2/ présenté à l'Assemblée générale lors de sa douzième session extraordinaire 3/, la deuxième consacrée au désarmement, et du rapport spécial de la Conférence du désarmement présenté à l'Assemblée lors de sa quinzième session extraordinaire 4/, la troisième consacrée au désarmement, ainsi que du rapport annuel de la Conférence sur sa session de 1989 5/,

Se félicitant de l'appui unanime que la Conférence du désarmement a accordé à la recherche d'une approche commune sur le fond de la question des garanties de sécurité négatives susceptibles d'être incorporées dans un instrument juridique obligatoire,

Considérant qu'il importe que les Etats, en particulier les Etats dotés d'armes nucléaires, abordent cette question dans un esprit nouveau afin de surmonter les difficultés rencontrées au cours des négociations des années précédentes,

Prenant note des propositions présentées à ce sujet à la Conférence du désarmement 6/,

1. Réaffirme qu'il s'impose d'urgence, en attendant le désarmement nucléaire complet, d'aboutir à une date rapprochée à un accord sur des arrangements internationaux efficaces pour assurer la sécurité des Etats non dotés d'armes nucléaires contre l'emploi ou la menace de ces armes;

2. Recommande à la Conférence du désarmement de poursuivre, au début de sa session de 1990, des négociations intensives au sein de son Comité spécial chargé d'élaborer des arrangements internationaux efficaces pour garantir les Etats non

2/ Le Comité du désarmement a pris le nom de Conférence du désarmement le 7 février 1984.

3/ Documents officiels de l'Assemblée générale, douzième session extraordinaire, Supplément No 2 (A/S-12/2), chap. III c).

4/ A/S-15/2.

5/ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-quatrième session, Supplément No 27 (A/44/27).

6/ Ibid., chap. III, sect. F.

dotés d'armes nucléaires contre le recours ou la menace du recours aux armes nucléaires, afin d'aboutir à un accord de cette nature, en tenant compte du large appui qui s'est fait jour, à la Conférence, en vue de la conclusion d'une convention internationale et en prenant en considération toutes autres propositions visant à atteindre le même objectif;

3. Engage tous les Etats, en particulier les Etats dotés d'armes nucléaires, à faire preuve de la volonté et de la souplesse voulues pour parvenir à s'entendre sur une approche commune, y compris la possibilité d'une formule commune, en vue d'un instrument international ou d'instruments internationaux de caractère juridiquement obligatoire de manière à garantir les Etats non dotés d'armes nucléaires contre l'emploi ou la menace de ces armes;

4. Décide d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa quarante-cinquième session la question intitulée "Conclusion d'arrangements internationaux efficaces sur le renforcement de la sécurité des Etats non dotés d'armes nucléaires contre l'emploi ou la menace de ces armes".
